

LIBAN
LES CHEMINS
DE LA GUERRE
ET DE LA PAIX

RABAB SADR, SŒUR DE

«Personne ne sait ce

Lorsque nous nous saluons, je me demande si, Rabab Sadr, la sœur du « saint » disparu, a toujours ces yeux tristes et ce regard lourd de chagrin.

Le tawb chariï sombre qu'elle porte perd de sa sévérité lorsqu'il est agrémenté d'un élégant foulard Louis Vuitton. La sobriété n'empêche pas le raffinement. Les deux vont même très bien ensemble. C'est tout ce qu'elle peut se permettre comme fantaisie. Elle porte le deuil depuis qu'elle n'a plus revu son frère.

Dans le vaste bureau où nous nous installons Lina, Rabab Sadr et moi, trônent, également, des portraits du grand frère disparu conjugués à tous

les temps mais essentiellement au temps où, élevé au rang d'ayatollah, il ne quitte plus sa coiffe noire. Le thé arrive ! Mon hôtesse m'interroge du regard alors que je me demande si elle fait dans le caritatif et l'humanitaire par choix ou si c'est la seule activité à laquelle on la prédestinait. Le pouvoir étant réservé aux seuls hommes de la famille et même au-delà, je n'allais pas aller, volontairement, sur le terrain du féminisme sauf si l'héritière, digne du nom, m'y contraignait. Je devrais dire double héritière parce que Rabab Sadr est aussi une Charafeddine par le mariage. Liée donc au nom de celui auquel son frère a succédé. Son

époux avec lequel j'aurai quelques jours plus tard l'occasion de m'entretenir est le petit-fils de l'ayatollah Sayed Abdol Hossein Charafeddine. Chez les chiites comme chez les sunnites ou les chrétiens de haut rang, les alliances sont décidées par les aînés. Les enfants n'ont pas leur mot à dire. Ils s'exécutent. Les titres, les biens, la connaissance ou le savoir ne doivent pas quitter la famille. On transcende les risques encourus par la consanguinité. La descendance est impressionnante.

Rabab Sadr me met à l'aise. Elle me dicte presque ma question en me confiant ne jamais prendre la responsabilité de parler pour les autres.

Qui est l'imam
Moussa Sadr ?

Issu d'une grande lignée chiite d'origine libanaise, l'imam Moussa Sadr est un philosophe et un dignitaire religieux dont l'autorité s'étend au-delà de Qom, en Iran, où il est né, et du Liban où il s'installe en 1959 pour succéder à son cousin, le grand

ayatollah Mohamed Bakr al Sadr. Sa parole ne souffre aucune contradiction autant chez ses congénères qu'au niveau régional et international.

A Sour où il s'installe, l'ayatollah Moussa Sadr devient très vite le leader incontesté des chiites et le chef de file d'une résistance destinée à restituer aux populations marginalisées du Sud-Liban une dignité et un traitement équitable qui les mette sur un pied d'égalité avec les autres communautés. On lui sait encore gré, aujourd'hui, d'avoir été le promoteur religieux de la mouqawama locale. Les populations du sud du pays ne lui seront jamais assez reconnaissantes de leur avoir permis de réoccuper le terrain.

Le célèbre imam aura aussi et surtout restitué aux chiites, confinés à l'arrière-plan de la vie sociale et politique libanaise, une place et un rôle qui leur revenaient de droit dans le communautarisme ambiant.

Fin décembre 1967, il crée le Conseil supérieur chiite qu'il présidera en 1969 pour faire entendre la voix des siens au sein du gouvernement libanais où ces derniers ne bénéficient d'aucune considération. En juin 1970, il conduit une grève générale au Sud, qui va contaminer l'ensemble du pays, pour faire voter par le Parlement « le Conseil du Sud » (Majliss El Djanoub) destiné à aider à la remise en état de cette région sévèrement malmenée par les attaques répétées d'Israël.

Moussa Sadr est le créateur du Mouvement Amal (Afwadj Al Mouqawama Al Loubnania) dont est issu l'actuel Hezbollah. En 1978, il se rend en Libye, à l'invitation de Mouammar Kadhafi, dans l'espoir de convaincre ce dernier de cesser d'alimenter en armes et de financer la guerre civile qui fait rage au Liban. Il est kidnappé sur ordre du dictateur libyen et ne donnera plus jamais de nouvelles. Les chiites libanais refusent de croire à sa disparition définitive et continuent à espérer son retour.

Le Soir d'Algérie : Pourrions-nous parler de la stabilité dans les pays arabes ? Que pensez-vous de ceux qui disent que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes ?

Rabab Sadr : En cette période, aucun pays arabe n'est stable. Je défie quiconque de venir l'affirmer devant moi aujourd'hui ! La raison principale de tous ces remous est que les régimes arabes ne sont pas justes. Il n'y a pas de justice. Pas de citoyen qui ait eu la part qui lui revient pour pouvoir vivre décemment. Les régimes arabes ne sont pas équitables. Ils n'offrent pas, ne fournissent pas les moyens les plus élémentaires à leurs populations. Faciliter la vie à leurs administrés ne figure pas dans leur programme. Sauf quand ils se préparent à aller se faire élire. Le programme de campagne et celui appliqué après l'élection n'ont aucun point commun. Le mensonge est tellement plus facile que la tenue des promesses.

Pardonnez-moi, mais dans toute cette mascarade il n'y a que les peuples qui sont frappés de crédulité...

Ce que vous dites est désespérant de vérité. Les dirigeants, eux, savent qu'ils baignent dans le mensonge. Je ne connais pas de président qui ait un jour avoué avoir trompé ou volé son peuple.

Le citoyen a des droits qu'il ignore dans la plupart des cas. Quand il les connaît, il a souvent peur de les revendiquer. On sait, déjà, ce que cela coûte de réclamer son dû au commun des mortels. Alors, oser affronter l'autorité même à un niveau microcosmique, je vous laisse deviner ce que j'en pense.

J'ignore à quel point les problèmes humains, personnels, de santé, d'éducation, sociaux trouvent un écho ailleurs. Je ne sais pas si ces questions sont garanties ailleurs. Je vous parle donc du Liban. Et au Liban, rien n'est assuré ! Rien ! Nous n'avons même pas de président.

Les pays arabes ne fonctionneraient-ils pas tous selon un schéma identique ? N'auraient-ils pas tous été vaccinés au même poison ? Je vous écoute parler du Liban et j'ai l'impression que vous parlez d'Algérie...

Personne ! Aucun dirigeant ne pense aux intérêts de son peuple. Chacun pense à son compte en banque, à ses propres intérêts. La politique, parlons juste de celle qui régit les pays arabes, est le résultat d'une culture, d'une éducation, de l'environnement dans lequel évolue l'individu. Il y a des problèmes qui peuvent

au départ paraître insignifiants. Avec le temps, ils se démultiplient et aggravent la situation. Des erreurs qui se succèdent prennent des proportions énormes. Cela fait 52 ans que je suis dans le social et l'humanitaire. Plus vous vous agrandissez dans le but de servir un peu plus, plus la misère et le nombre de nécessiteux augmentent.

D'où vous est venue la vocation ? Qu'est-ce qu'un doctorat de philosophie vient faire là-dedans ?

A l'origine, ces associations dans lesquelles nous travaillons sont celles créées par l'imam Sadr. Il a créé des écoles, des associations pour filles et d'autres pour garçons. Celles concernant les filles c'est moi qui m'en suis occupée depuis leur création et même après qu'on l'ait fait disparaître. Nous continuons à faire ce qu'il voulait faire. L'humanitaire était important pour lui. Il encourageait le travail bien fait dans ce sens-là. Maintenant, si nous revenons à ce qui a trait à la politique, c'est une autre paire de manches.

Vous parlez beaucoup de l'incapacité des dirigeants arabes à répondre aux attentes de leurs populations. Que pensez-vous du Printemps arabe ?

Vous trouvez que toutes ces révolutions qui ont secoué le monde arabe ressemblent à un printemps ? Pas moi. Je parlerais plutôt d'automne arabe. Elles ressemblent plus à ce qui précède un hiver, qu'un été.

Ah oui ? Ces révoltes ne vous ont pas interpellée ? Elles vous ont déçue ?

Au cours de la première révolte, en Tunisie, je les ai trouvées magnifiques dans leurs revendications. C'était quelque chose de nouveau. Quand le régime est tombé et qu'ils sont sortis chanter *Idha chaabo yawman arada l'hayat*, j'ai pleuré. Et j'ai dit félicitations pour ce pas vers la victoire et j'ai souhaité que Dieu les préserve. Aujourd'hui, je ne vois pas où vont exactement les choses. Le peuple tunisien y a cru et y croit toujours mais les manipulations extérieures et les actes qui consistent à défier l'autorité centrale sont tels que l'on se demande où tout cela va le mener. C'est toujours comme ça dans les régimes autoritaires. Dès que les populations pensent être arrivées à arracher un bout de liberté, les récupérations extérieures et intérieures font que cela part dans tous les sens. Je ne suis pas en train de dire que ce que font les Tunisiens ou ceux qui sont morts en réclamant plus de liberté et de démocratie est voué à l'échec, loin s'en faut.

Propos recueillis par
Malika Boussof
malikaboussof@yahoo.fr

Parce que si l'on compare la Tunisie à l'Égypte, c'est une autre histoire.

Vous n'aimez pas ce qui se passe en Égypte ?

Il y a quelques semaines, ils ont commémoré l'anniversaire de la révolution. Ce jour-là, 17 personnes ont été tuées ! Vous parlez d'une fête et d'une commémoration ! Il ne faut pas tout mettre sur les manipulations extérieures. Nos peuples ont une faible culture et volonté politique. L'engagement n'est pas à la hauteur des attentes et ça, les dirigeants le savent. Ceux qui sont réellement politisés sont si peu nombreux. Je me souviens de ces jours entiers où ils occupaient la rue et l'armée veillait sur eux. C'était admirable ! Quelques mois après, tout a changé. Les militaires sont au pouvoir et travaillent pour leurs propres intérêts. Les régimes arabes et les lois en vigueur dans ces pays ne travaillent pas à la promotion des libertés ni au bien-être des peuples. Les Emirats arabes unis se comportent beaucoup mieux que les autres pays arabes. Au moins là-bas le citoyen prend son dû. Vous ne trouverez pas de gens pauvres qui ont faim ou sont dans le besoin.

Les Emirats ? Ils sont combien pour autant de richesses ? Vous trouvez que la comparaison tient la route ?

C'est vrai ! Mais nous, nous parlons de régimes arabes qui, de façon générale, ne donnent pas leurs droits à leurs peuples et les laissent mourir de faim.

Les Emirats sont une poignée. Pourquoi ne vont-ils pas investir leur argent dans les pays arabes ? Pourquoi, alors qu'ils sont aussi rétrogrades, préfèrent-ils investir en Europe ? Ils possèdent presque toutes les grandes enseignes en France, par exemple, alors que, pour ce qui est de la distraction, ils viennent la chercher au Liban ! Est-ce une façon bien à eux d'acheter à coups de pétrodollars la protection d'associés occidentaux ou pensent-ils naïvement soumettre toutes ces puissances au pouvoir de leur argent ?

Tout cela nous ramène aux relations entre pays. Nous, nous sommes en train de parler de nos problèmes avec nos Etats et nos autorités respectifs. Je parle de tous les pays arabes et en particulier du Liban.